

CHORUS, LOIN DU REGIME DE CROISIERE !

Ce n'est pas la CGT qui le dit, mais le secrétaire général du ministère ! Même s'il s'en défend le discours a légèrement évolué par rapport à l'an dernier, mais relativisons tout de même, la réalité des services reste encore bien loin d'être réellement appréhendée par le ministère et les directions. La CGT est intervenue pour la rappeler. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Cette réunion avait pour objet de dresser un bilan d'étape du déploiement de CHORUS sous toutes ses formes au niveau interministériel et ministériel. Mais de bilan, il n'y en a pas vraiment eu. La CGT, elle a rappelé ce que vivent au quotidien les services que ce soient ceux de la dépense ou de la comptabilité. En effet, nous avons fortement insisté sur l'état de souffrance des personnels face à un progiciel qui génère plus de problèmes qu'il n'en résout. Ergonomie peu agréable, multiplications des écritures et des tâches, CHORUS qui se présentait comme la solution à tous les problèmes est bien loin d'avoir permis à chacun d'y trouver son compte.

La liste est longue des anomalies qui se succèdent et qui ne trouvent toujours pas de solutions si ce n'est des accommodages ponctuels et qui laissent les agents seuls, obligés alors de se débrouiller comme ils peuvent. Le moins que l'on puisse dire c'est que les conditions de travail s'en ressentent et que la situation notamment (mais pas seulement) pour la bascule comptable ne va pas en s'arrangeant. Alors, il est temps que le ministère, les directions prennent en compte la situation au-delà des déclarations d'intention et trouvent les moyens de répondre au quotidien des agents.

Le bilan est bien celui-là. Pour la CGT, il est urgent de faire un véritable état des lieux de CHORUS et de son déploiement dans toutes ses dimensions afin de trouver au plus vite les solutions appropriées et le temps de les mettre en œuvre. Cela signifie clairement une pause dans le déploiement calendaire afin de mesurer la réalité de l'ensemble des difficultés.

Pour le ministère, cette question ne se pose pas. Les choses doivent continuer ainsi même si cela signifie des efforts supplémentaires demandés aux agents. Après tout, pour le secrétariat général, les choses sont en bonne voie. Les formations sont jugées efficaces par les agents, les anomalies sont repérées et en cours de traitement et les directions sont à l'écoute des agents. Alors pourquoi faire une pause ? On se le demande.

Mais les agents eux savent bien que tous les efforts jusqu'ici demandés ne sont pas les derniers, et qu'il faudra une fois de plus « bricoler » pour passer des écritures dont les schémas changent du jour au lendemain, se débrouiller avec les postes comptables, quant à tenter d'ajuster alors là c'est presque impossible... Cela signifie faire avec les moyens donnés, alors que les tâches augmentent, on le sait les moyens eux stagnent et régressent. Estimons nous heureux d'après la DGFIP de ne pas avoir eu pour 2011, des suppressions d'emplois dans les services concernés ! Ces propos sont à peine caricaturés tellement ils sont sous entendus !

Ce groupe de travail a donc été pour le secrétaire général l'occasion de démontrer qu'après les difficultés de mise en route, la nouvelle

organisation de la dépense avec la création des Centres de Service Partagés (CSP) et des services facturiers donne satisfaction même s'il faut encore procéder à des ajustements.

Au sujet du point spécifique de la bascule comptable dans CHORUS, qui concerne au premier chef la DGFIP, son représentant a reconnu même timidement que « nous ne sommes pas en vitesse de croisière ». Pour la CGT, c'est le moins que l'on puisse dire. Nous sommes intervenus pour dénoncer la précipitation avec laquelle la DGFIP a fait le choix de la bascule. Sans revenir sur les différentes déclarations sur ce sujet faites par le syndicat CGT Finances Publiques, nous avons une fois de plus rappelé nos fortes interrogations et nos craintes sur la réalité de l'amélioration de l'information financière de l'Etat. Quant aux agents, ils ont déjà dépassé le stade de la crise de nerf. La liste est longue des anomalies qui se succèdent, avec comme exemple des schémas d'écriture qui sont remis en cause sans que les agents sachent quand les schémas de substi-

tution seront disponibles. Et pour en rajouter, la DGFIP va leur demander de nouveaux efforts d'ici juillet (sur l'auditabilité du bilan d'ouverture) et sur la pré clôture d'ici la fin de l'année. La CGT a rappelé les efforts fournis par ces personnels en fin d'année 2011 et a demandé que leurs congés ne soient pas impactés comme l'année dernière, mais qu'ils soient respectés.

Enfin, nous avons demandé à ce que la DGFIP fasse département par département un bilan précis du déploiement et notamment des tâches en retard qui reste à faire direction locale par direction locale, afin d'anticiper les différentes réponses à apporter en phase avec la réalité des difficultés locales.

Pour la CGT Finances, même si le ton du ministère est légèrement moins optimiste qu'il y a quelques mois, il convient de rester extrêmement attentif aux réalités de terrain. Elle continuera avec ses syndicats à relayer les remontées des services et les difficultés auxquelles ils sont soumis. Il est clair que CHORUS génère aujourd'hui de réels problèmes auxquels il faudra bien que les interlocuteurs (AIFE, ministère et directions) trouvent des solutions adaptés pour les agents, les ordonnateurs. De plus, elle restera vigilante à ce qu'il n'y ait pas de tentative d'anticipation d'éventuels gains de productivité pour supprimer des emplois dans ces services qui d'ores et déjà ne disposent pas des moyens nécessaires.